

PROGRAMME

DISP de Dijon – Relogement de l'ALIP de Montbéliard

Maître d'ouvrage (MOA) et représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)
Pour le compte Direction des Services Pénitentiaires Grand-Centre

MINISTERE DE LA JUSTICE
Département immobilier (DI) de DIJON
4 rue Léon Mauris
21000 DIJON



1 Introduction.....	3
1.1 Objet du document.....	3
1.2 Contexte.....	3
1.3 Documents disponibles en annexe.....	3
1.4 Organisation de la Maîtrise d’Ouvrage.....	4
2 Analyse de l’existant au 57 avenue Chabaud Latour	5
2.1 Localisation dans l’agglomération de Montbéliard.....	5
2.2 Site et bâtiment.....	5
2.3 Locaux concernés par l’opération.....	7
2.3. Photos.....	8
3. Contraintes et exigences techniques générales liées aux SPIP.....	9
3.1 Définitions et missions des SPIP	9
3.2 Organisation fonctionnelle d’un SPIP.....	10
3.2 Conditions d’intervention	10
3.3 Programme des besoins	11
4 Enveloppe budgétaire	14
5 Calendrier prévisionnel de l’opération.....	14

1 Introduction

1.1 Objet du document

Élaboré par le département immobilier de la direction interrégionale grand centre du Ministère de la Justice, ce document et ses annexes constituent le programme de relogement de l'Antenne Locale D'Insertion et de Probation de Montbéliard. Il est destiné aux acteurs de la maîtrise d'œuvre.

Ce programme doit permettre :

- D'exprimer les besoins des utilisateurs des différents services, en adéquation avec les normes d'occupation de France Domaine
- De situer le projet dans un cadre urbain, social, architectural, fonctionnel
- De constituer un document de référence commun à l'architecte et au responsable de l'opération. Ce document constituera, tout au long de sa conception, un support de dialogue entre les différents partenaires

1.2 Contexte

L'antenne Locale d'insertion et de Probation (ALIP) de Montbéliard occupe actuellement des locaux très peu adaptés dans d'anciens logements de fonction à 1 rue Parmentier. La volonté d'offrir de meilleures conditions de travail aux personnels couplée à l'anticipation des futurs recrutements ont conduits les services du ministère de la justice à décider la prise à bail de locaux sis au 57 avenue Chabaud Latour pour y reloger l'ALIP.

De par la nature de son activité, certains aménagements spécifiques (vidéosurveillance, contrôle des entrées, séparation des flux...) sont nécessaires à l'installation de ce type de service. Le programme cadre des Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP) disponible en annexe du présent programme détaille ses aménagements. Une étude de faisabilité sur l'implantation de l'ALIP au 57 avenue Chabaud Latour, disponible en annexe du présent programme, a été conduite en 2021 par le cabinet Colliers. Les projections d'espaces présentées dans ce programme en sont issues.

Dans toute la suite du programme, il sera mentionné indifféremment les termes d'ALIP et de SPIP. Ceux-ci renvoient tous au présent projet.

1.3 Documents disponibles en annexe

- Plan des locaux existants au format DWG et PDF
- CCTG VDI du ministère de la Justice
- Programme cadre des SPIP
- Étude de faisabilité sur l'implantation de l'ALIP au 57 avenue Chabaud Latour

1.4 Organisation de la Maîtrise d'Ouvrage

1.4.1 Maitrise d'ouvrage

Service/Entité	Nom	Fonction
Département Immobilier	Hamidane ASSILA	Chef du département (RPA)
	Maxime FEUGERE	Chargé de l'opération

1.4.2 Utilisateurs

DISP de Dijon	Benjamin-Antoine GAUTHIER	Secrétaire Général de la DISP
	Sabrina TALON	Chef du département des Affaires Immobilières de la DISP
SPIP du Doubs	Isabelle LAROQUE	Directrice du SPIP du Doubs
	Christine BULLE	Directrice adjointe du SPIP
ALIP de Montbéliard	Jean-Claude ELIAC	Chef de l'antenne

2 Analyse de l'existant au 57 avenue Chabaud Latour

2.1 Localisation dans l'agglomération de Montbéliard

Le site se situe **au 57 avenue Chabaud Latour à Montbéliard** dans un bâtiment comprenant plusieurs cellules commerciales.



2.2 Site et bâtiment

Le plan de masse ci-dessous, disponible en annexe, représente l'environnement direct du bâtiment abritant les locaux concernés par la présente opération. Au sud du bâtiment se trouve le parking dédié aux clients des commerces et de l'enseigne de restauration rapide Quick. Au nord, le parking réservé au personnel des commerces.

Le bâtiment dispose deux entrées, par le nord et par le sud. Ces entrées sont matérialisées par deux triangles rouges sur le plan de masse. Il abrite des enseignes de prêt-à-porter ainsi qu'une boulangerie au RDC tandis qu'au R+1 une salle de sport est installée.

Une réfection de qualité a été conduite par le propriétaire sur l'intégralité du bâtiment en 2015. Le propriétaire a transmis à la maîtrise d'ouvrage les DOE de cette opération qui ne sont disponibles qu'en version papier et incomplets sur certains points. Ces documents seront transmis au titulaire du marché après la notification en phase DIAG.

2.3 Locaux concernés par l'opération

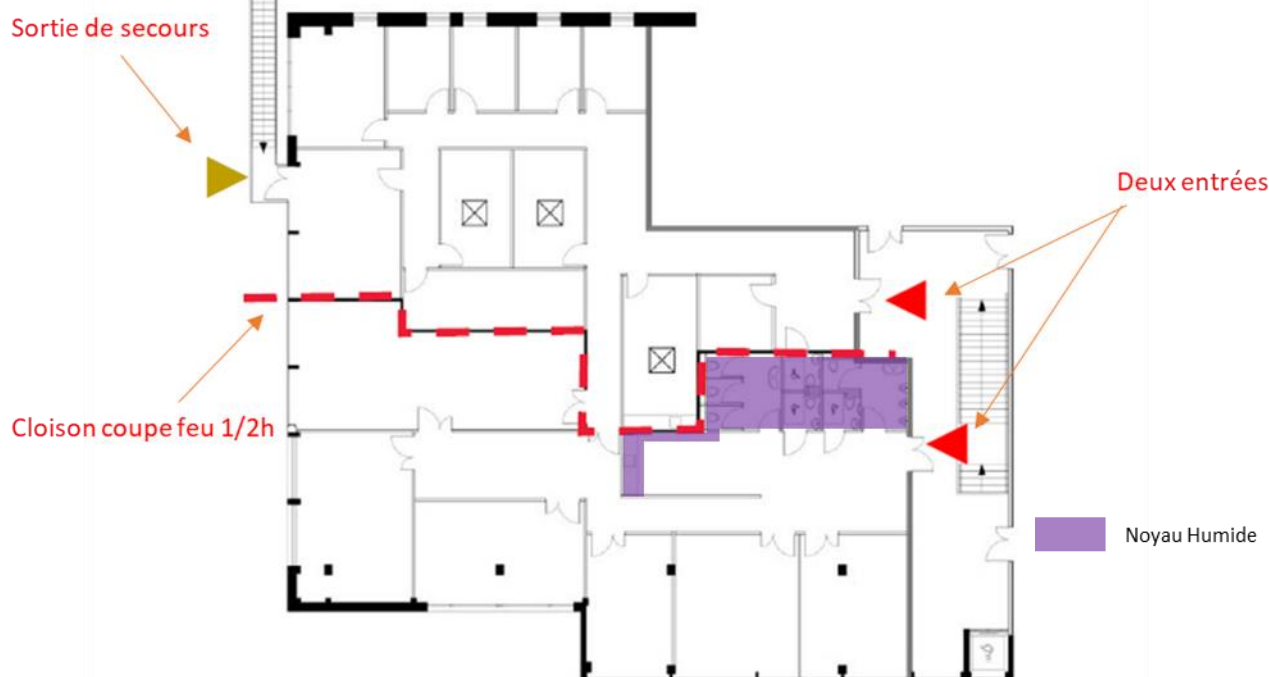


Figure 1 : Plan de l'existant

Les locaux d'une surface de plancher de 529 m² sont situés sur un plateau au R+1 du bâtiment. L'accès se fait par le RDC qui conduit sur un escalier intérieur menant au R+1 (Cf Photos ci-dessous). Le bâtiment est également pourvu d'un ascenseur conforme aux normes PMR. Depuis le R+1, deux entrées permettent d'accéder aux locaux.

Les locaux disposent d'une sortie de secours donnant sur un escalier extérieur. Une cloison coupe-feu 1/2h traverse de part en part les locaux.

Les locaux sont en bon état (une trace d'infiltration est présente dans un des bureaux et deux portes présentent des éléments de serrure endommagés). Les sols sont couverts de linoleum (bon état général). Toutes les pièces sont équipées de climatiseurs réversibles et réglables individuellement et de prises électriques et réseaux (armoire serveur installée). Les fenêtres châssis aluminium sont équipées de double vitrage. Les locaux sont également équipés d'un système d'alarme et anti incendie (lance incendie). Au rez-de-chaussée, une pièce est réservée aux bureaux (tableau électrique, coffrets réseaux/fibre, chauffage).

2.3. Photos

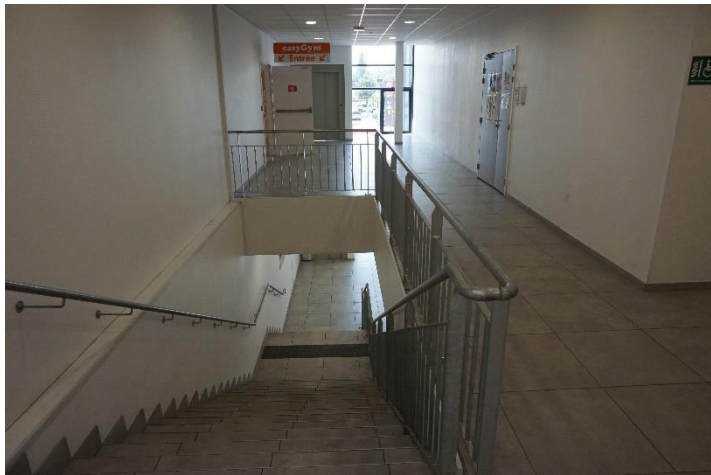


Figure 3 : Escalier intérieur menant au R+1

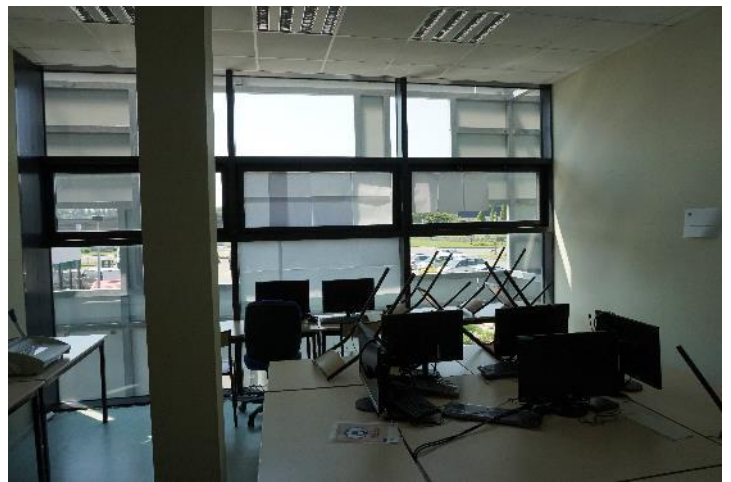


Figure 2 : salle donnant sur le parking sud



Figure 4 : Puit de lumière dans une salle en second jour

3. Contraintes et exigences techniques générales liées aux SPIP

Les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation, dont fait partie l'ALIP de Montbéliard disposent d'un programme cadre, disponible en annexe du présent programme, fixant les exigences à respecter pour l'implantation d'un SPIP. Toute dérogation au programme cadre devra être dûment justifiée.

Le présent programme détaille les objectifs du projet et l'aménagement futur des locaux. Le programme cadre du SPIP, fourni en annexe permettra à la maîtrise d'œuvre de comprendre le fonctionnement d'un SPIP et ses activités. **Il fait intégralement partie du présent programme.**

La maîtrise d'ouvrage juge utile de rappeler les points ci-dessous issus du programme cadre

3.1 Définitions et missions des SPIP

Les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP), services déconcentrés de l'administration pénitentiaire au niveau départemental, assurent le contrôle et le suivi des personnes placées sous-main de justice (PPSMJ), qu'elles soient en milieu ouvert ou en milieu fermé. Afin de prévenir la récidive et de favoriser la réinsertion des personnes condamnées, ils concourent à l'individualisation des peines privatives de liberté et à la préparation des décisions de justice à caractère pénal.

Le service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) est dirigé par un directeur fonctionnel des services pénitentiaires d'insertion et de probation (DFSPIP) et comprend majoritairement des conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation (CPIP) ainsi que des personnels de surveillance, des psychologues, des assistants de service social et des personnels administratifs.

Le SPIP, sur saisine des autorités judiciaires, intervient à la fois auprès des personnes détenues en milieu fermé et des personnes condamnées exécutant une peine en milieu ouvert. Il existe un SPIP par département. Il existe dans certaines villes (comme à Montbéliard) des Antennes Locales d'Insertion et de Probation, relais des SPIP départementaux.

2.1 Milieu fermé (Prison) :

Les CPIP accompagnent les personnes détenues :

- Proposent des mesures d'aménagement de peine au juge de l'application des peines
- Veillent à l'indemnisation des victimes
- Aident à la préparation à la sortie de prison
- Apportent l'aide utile au maintien des liens familiaux
- Portent une attention particulière aux problèmes d'indigence, d'illettrisme et de toxicomanie

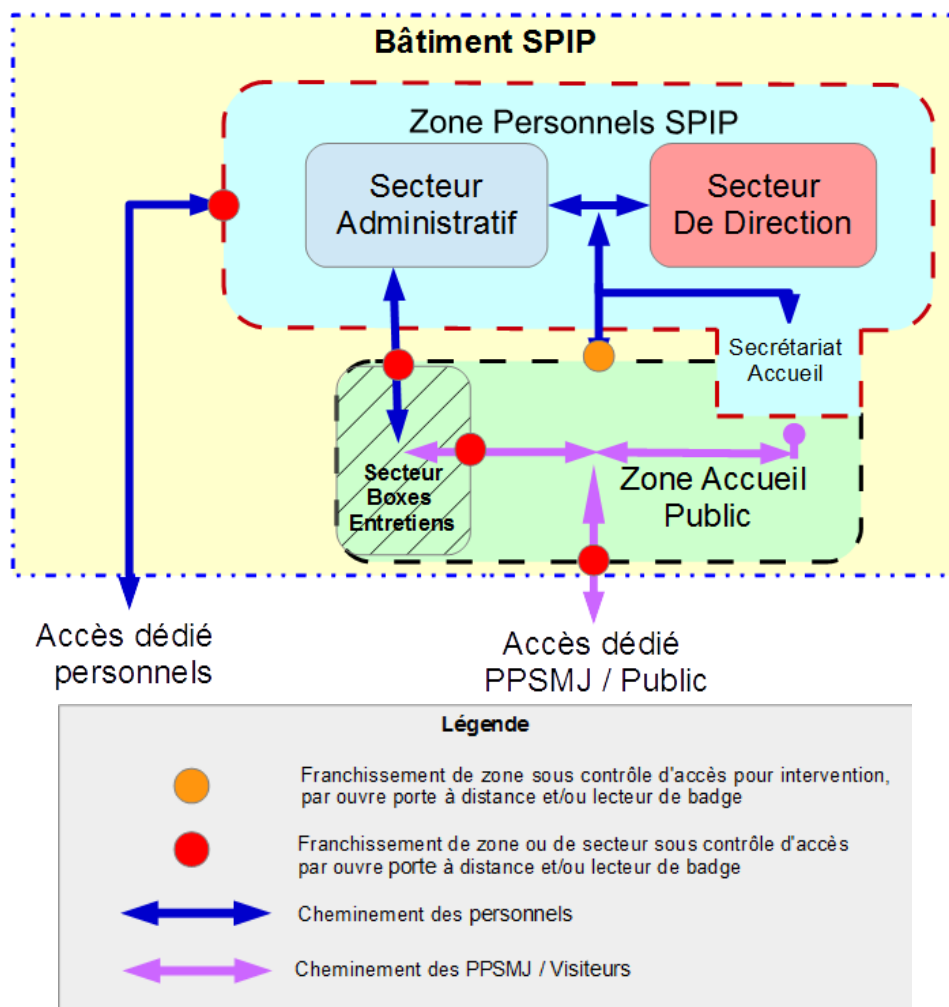
2.2 Milieu ouvert

Les CPIP apportent à l'autorité judiciaire tous les éléments d'évaluation utiles à la préparation et à la mise en œuvre des condamnations :

- Ils s'assurent du respect des obligations imposées aux personnes condamnées à des peines restrictives ou privatives de liberté (semi-liberté, travail d'intérêt général, libération conditionnelle, placement sous surveillance électronique...)
- Ils mettent en œuvre toute intervention visant à la prévention de la récidive et favorisent l'accès des PPSMJ aux dispositifs d'insertion sociale et professionnelle.

3.2 Organisation fonctionnelle d'un SPIP

Le schéma ci-dessous présente l'organisation fonctionnelle d'un SPIP. Il permet de comprendre le principe essentiel de séparation des flux entre personnels et PPSMJ. Deux parties étanches sont alors créées : « La partie administrative » (notée zone personnels SPIP, en bleu sur le schéma) et la partie ERP (notée Zone Accueil Public, en vert sur le schéma). Dans toute la suite du document et dans l'étude de faisabilité disponible en annexe, nous utiliserons les termes « partie administrative » et « partie ERP ».



3.2 Conditions d'intervention

Le site sera libéré pendant toute la durée des travaux. Les travaux devront être conduits de manière à ne pas gêner le fonctionnement des commerces du RDC et de la salle de sport du R+1.

3.3 Programme des besoins

Les locaux seront aménagés selon le plan ci-dessous validé par les utilisateurs. Le maître d'œuvre donnera son avis sur la faisabilité de ces aménagements. Il est à noter que le plan d'aménagement ci-dessous déroge consciemment au principe de circulation arrière dans l'existant, faute d'avoir trouvé une solution satisfaisante.



Recloisement des espaces

Les cloisons existantes des box 1,2,3 et 4 seront conservées si elles respectent les exigences du programme cadre en terme d'isolation phonique à savoir un indice d'isolement aux bruits intérieurs $D_{nTA} \geq 48\text{dB}$. D'après le DOE fourni par le propriétaire les cloisons installées sont des KNAUF KM140/90 qui possède un $D_{nTA} = 53\text{dB}$. La MOE donnera son avis sur l'isolation phonique de ces cloisons.

Les autres cloisons existantes seront déposées. Le nouveau cloisonnement respectera le plan ci-dessus. Les fiches espaces du programme cadre précisent les caractéristiques d'isolation phonique à respecter pour chaque type de locaux.

Les reprises du revêtement de sol PVC et des faux plafonds liées au recloisement sont intégrés à la présente opération.

Suppression de 3 sanitaires et retournement d'un sanitaire PMR.

Les opérations sur les sanitaires sont repérées par un **1** sur le plan de réaménagement des espaces. Il est prévu :

- Suppression des trois sanitaires non PMR
- Retournement du sanitaire PMR de la zone ERP situé à côté de l'accueil

Création d'un SAS permettant la circulation entre la zone administrative et la zone ERP

Le programme cadre prévoit l'existence d'un SAS permettant aux zones ERP et administratives de communiquer. Il est prévu de créer le SAS dans la zone proche de l'issue de secours au Nord-Ouest repérée par un **2** sur le plan de réaménagement. L'issue de secours devra continuer d'assurer sa fonction. L'objectif du SAS est également de ne pas permettre une irruption du public dans la zone administrative en cas d'évacuation vers l'escalier de secours.

Adaptation du réseau CVC

La réorganisation de l'espace et le repliement risquent de venir modifier le besoin de distribution CVC. Le maître d'œuvre en analysera les impacts et proposera une solution d'adaptation. Les travaux d'adaptation sont compris dans la présente opération.

Vidéosurveillance

Le programme cadre des SPIP fourni en annexe du présent document présente les exigences détaillées sur la vidéosurveillance. La maîtrise d'ouvrage juge opportun de rappeler les points suivants :

1. La couverture vidéo traitera **a minima** les zones suivantes :
 - Extérieur Sas
 - Intérieur Sas
 - Hall accueil
 - Boxes entretiens
 - Salle d'attente (avec prise de son)
 - Salle d'activités
 - Cheminement des PPSMJ dans les circulations communes le cas échéant
2. Les présences d'utilisateurs en extérieur et intérieur sas, seront détectées par les caméras et signalées en temps réel par un affichage spécifique et temporisé assorti d'un signal sonore sur l'écran au secrétariat d'accueil.
3. Le report en direct des caméras de surveillance doit être prévu sur écran 27 pouces au niveau du secrétariat d'accueil et au niveau du bureau du cadre du SPIP. Ces écrans seront munis d'une

interface (clavier, joystick ou autre) permettant de sélectionner une caméra et de procéder à des zooms image.

4. Le système permettre un enregistrement des flux vidéo sur détection pixel sauvegardé sur 30 jours glissants. Le système sera doté d'un pc/serveur de paramétrage.
5. Le serveur, switch POE, disques durs, baie de brassage et autres éléments actifs sont disposés en armoire vidéo sécurisée dans un local technique sécurisé contre les risques d'incendie et sous contrôle d'accès strictement réservé aux personnels habilités.

Dispositifs de sécurité

De par les spécificités de l'activité de l'ALIP et du public reçu il sera porté une attention particulière aux points suivants. Les spécifications techniques sont précisées dans le programme cadre.

Contrôle d'accès et gestion des alarmes

Il sera mis en œuvre une centrale de gestion d'alarme supervisant à la fois le système de détection intrusion, les fonctionnalités du contrôle d'accès ainsi que les alarmes anti agression ou techniques.

La centrale d'alarme devra permettre le renvoi des alarmes sur GSM. Cette centrale sera de type VANDERBILT type SPC ou équivalent. Les prescriptions techniques à respecter sont décrites dans le programme cadre.

Système d'alerte « situation de danger »

Des déclencheurs d'alerte silencieux pour situations à risque seront impérativement installés dans les boxes d'entretien et dans la salle d'action collective.

Ils se présenteront sous forme de pédale ou de bouton poussoir localisés de préférence sous les bureaux d'entretien.

Des tableaux de signalisations visuelles et sonores indiquant le box concerné par l'alerte seront installés

- Au secrétariat accueil
- Dans un second local (bureau des PSE par exemple).
- Dans la circulation de la zone « personnels » (avec sirène complémentaire dans ce cas)

D'autre part, un flash lumineux sera activé au-dessus de la porte du box concerné par le déclenchement de l'alerte (côté personnel)

Système d'interphonie

Un système portier d'appel avec interphonie devra permettre la communication entre l'agent d'accueil et la PPSMJ se présentant en extérieur et intérieur sas.

Une interphonie peut également être envisagée au niveau de la banque d'accueil pour faciliter le dialogue avec la PPSMJ.

Sûreté de fonctionnement des installations critiques pour la sécurité

Les locaux seront équipés de prises électriques secourables, détrompées, sur circuit spécifique pour permettre ultérieurement leurs éventuels raccordements sur un onduleur central à partir d'un TGBT Ondulé.

Par ailleurs, d'une manière générale tous les équipements importants pour la sécurité (vidéo surveillance, détection intrusion, contrôle d'accès, verrouillage magnétique...) seront dotées d'une alimentation de secours adaptée et assurant une autonomie minimale de 72 heures.

Le passage sur secours sera signalé sur la centrale d'alarme.

Reprise du câblage du site et mise aux normes CCTG VDI 2019

Le CCTG VDI version 2019 du ministère de la justice dispose les spécificités techniques auxquelles doit répondre l'infrastructure courant forts/courants faibles des bâtiments du ministère de la Justice. Le câblage du site sera adapté pour le rendre conforme aux dispositions du CCTG

4 Enveloppe budgétaire

L'enveloppe prévisionnelle des travaux a été arrêtée par la maîtrise d'ouvrage à 275 000 € HT (Valeur juillet 2022)

5 Calendrier prévisionnel de l'opération

- > Mise en ligne de la consultation **Lundi 13 juin 2022**
- > **Date limite de réception des offres** **Mercredi 07 aout 2022**
- > Attribution du marché de maîtrise d'œuvre **Aout 2022**
- > Réunion de lancement de la mission **Septembre 2022**
- > Début des travaux **Mai 2023**
- > Durée des travaux (préparation + chantier + livraison) **7 mois**
- > Pour une ouverture de l'établissement prévue **second semestre 2023**